



Encore plus de pression sociale
sur les femmes
en Iran

Rapport Mensuel
Commission des Femmes
du Conseil national de la Résistance iranienne

Mai 2019

Encore plus de pression sociale sur les femmes en Iran

Alors que les arrestations arbitraires continuent de cibler les militantes des droits de l'Homme, depuis la mi-avril et pendant tout le mois de mai le régime iranien a également intensifié les pressions sociales sur les femmes en Iran.

Notre rapport du mois de mai met l'accent sur les aspects sociaux de la répression de la théocratie contre les femmes en dépit des diverses crises internationales, économiques et des catastrophes naturelles qui exigent toute l'attention, les ressources et l'énergie de tous les organismes publics.

Le mois de mai a commencé par des arrestations massives des militants syndicaux lors des manifestations de la Journée internationale du travail à Téhéran, dont au moins 15 femmes. Le mois s'est poursuivi avec l'arrestation et l'emprisonnement d'autres militantes.

"Selon tous les précédents de l'Histoire, la République islamique manifeste désormais un véritable malaise en son sein", écrit une prisonnière politique, Atena Daemi, dans une lettre ouverte publiée le 25 mai 2019. "Les récentes interpellations des militants de droits civiques et politiques qui défendent les droits des travailleurs, des enseignants, des femmes, des étudiants, des écrivains, etc. sont inquiétantes. En fait c'est au pouvoir en place d'être le plus inquiet. Leur inquiétude et leur impasse ne leur laisse plus aucune autre option que la répression pour sauvegarder leur pouvoir."



Pris en tenailles par des crises incurables, le régime a encore accru les restrictions imposées aux femmes, notamment en matière vestimentaire, et la répression des minorités religieuses.

Voici des exemples de mesures prises par le régime :



Davantage de pression sur le comportement vestimentaire des étudiantes

Au début du mois de mai, des unités féminines de la milice Bassij se sont installées sur le campus de l'Université de Téhéran pour serrer la vis aux étudiantes en ce qui concerne sur leur comportement vestimentaire et leurs coiffures.

Le 13 mai 2019, des centaines d'étudiants dont de nombreuses étudiantes, ont manifesté contre cette mesure répressive sur le campus de l'université. Les manifestants portaient des pancartes qui réclamait : "La liberté de choix est notre droit inaliénable."

Avertissements de la police des mœurs aux conducteurs

La police des mœurs de Téhéran a envoyé des milliers de SMS à des milliers de conducteurs, pour les mettre en garde contre le non-respect du voile obligatoire.

Hossein Rahimi, le commandant en chef de la police de Téhéran, a souligné : "La police va identifier et poursuivre les véhicules dans lesquels les femmes enlèvent leur voile" (Agence de presse officielle Irna - 25 avril 2019).

Rahimi a déclaré que quelle que soit la personne qui enlève le voile dans la voiture, la police des mœurs poursuivra le propriétaire de la voiture. "Celui-ci devra s'engager par écrit à ne pas répéter une telle crime s responsables de leurs actes, qui doivent s'engager par écrit à ne pas répéter le crime, faute de quoi le cas sera soumis aux autorités de la justice", ajoute le chef de la police de Téhéran.

Hossein Ashtari, le commandant en chef de la police nationale a déclaré plus tard que la police va intensifier ses plans en matière des mœurs et les mettra en œuvre avec la même vigueur que les années précédentes.

La police de Téhéran menace les femmes qui manqueraient aux règles vestimentaires

Le chef de la police de Téhéran, Hossein Rahimi, a récemment réitéré la nécessité pour les femmes iraniennes d'observer le port obligatoire du voile, en déclarant : "L'enlèvement et le port inapproprié du voile sont considérés comme des crimes sociaux évidents" (Agence de presse publique Rokna – 1er juin 2019).

Rahimi a implicitement reconnu que la majorité des femmes iraniennes manifestent leur opposition au voile obligatoire en affirmant : "Aujourd'hui, la police nationale ne poursuivra que les cas des enlèvements du voile et non son port non-strict".

La police a rappelé que les femmes qui enlèvent le voile en public sont passibles d'une peine de réclusion de 10 jours à deux mois et d'une amende de 500 000 à 5 millions de rials [11 à 1050€].

Appel au retrait des présentatrices de la télévision

Ahmad Alamolhoda, le représentant spécial du Guide suprême Ali Khamenei dans la province de Khorasan-e Razavi (nord-est de l'Iran), a appelé au retrait des présentatrices des émissions de télévision. "C'est indécent pour une femme voilée de parler et de rire avec un homme qui ne soit pas de la proche famille", a dit Alamolhoda avant d'ajouter : "Il est préférable d'employer des hommes plutôt que des femmes dans certaines émissions de télévision et de radio. Rien ne nous oblige d'y employer des femmes." (Agence de presse officielle Irna - 30 mai 2019)

"L'enlèvement du voile et le port indécent du voile sont des signes de corruption qui favorisent le péché... une dérision de l'Islam et du Coran ", a encore ajouté le représentant de Khamenei pour souligner l'intransigeance de la République islamique en matière du code vestimentaire.

Alamolhoda a cependant reconnu l'isolement du régime dans l'opinion, en ce qui concerne cette intransigeance : "Malheureusement, même dans les familles religieuses, vous voyez que l'Hijab et le voile ne sont pas strictement portés".

Selon une enquête réalisée par le Centre de recherche du parlement du régime iranien, plus de 70% des femmes s'opposent au voile obligatoire en Iran.

Des footballeuses attaquées par des agents de sécurité

Lors du match de football entre l'équipe Zagros de la ville de Chiraz et l'équipe Palayech-e Gaz de la ville d'Illam qui s'est déroulé le 25 mai 2019 dans le stade Pars de Chiraz (sud de l'Iran), l'une des footballeuses de l'équipe d'Illam, a été agressée verbalement puis frappée au ventre par un agent de sécurité alors qu'elle entrait dans le vestiaire. Sarina Farajollahi a été tellement blessée qu'elle a dû être transportée à l'hôpital.

L'entraîneuse et la directrice de l'équipe de football d'Illam ont également été battue et bousculée. (Agence de presse Isna - 28 mai 2019)



Aucune explication n'a été fournie sur la présence des hommes, gardes de sécurité, dans les vestiaires féminins, alors que même les pères et les maris des footballeuses ne sont pas autorisés à entrer dans le stade.

Une Championne de moto-cross privée d'activités sportives

Shahzad Nazifi, championne de motocross féminin en Iran, a été privée, avec sa famille, de toute participation à une compétition après avoir été arrêtée en novembre 2018. Il lui est également interdit de former d'autres personnes dans ce domaine. Sa fille, Nora Naraghi, également championne moto-cross, a également été privée de toute activité sportive.

Mme Nazifi et sa famille ont été privée de toute activité sportive sans aucun mandat judiciaire, pour leur seule appartenance à la minorité bahaïe.

L'interdiction du cyclisme féminin a été encore renforcée

"Nous sommes incapables de fournir des vélos aux honorables dames et aux jeunes de moins de 15 ans", indique une annonce de la municipalité d'Ispahan, publié le 15 mai 2019 dans son site Web.

Le site web a publié une directive du procureur d'Ispahan, adressée à la police, lui demandant de "stopper les femmes cyclistes et de confisquer leurs papiers d'identité. Si elles n'ont pas de papiers d'identité, il faut confisquer leurs vélos."

Le site web de la municipalité d'Ispahan a publié cette annonce après avoir été pilonné par Abolhassan Mahdavi, le représentant spécial du Guide suprême Ali Khamenei, lors de la prière du vendredi d'Ispahan.

" Il y a des gens qui provoquent le péché en encourageant les femmes de faire du vélo dans l'Avenue Tchaharbagh d'Ispahan", s'était ému le représentant de Khamenei. L'Avenue Tchaharbagh est l'un des meilleurs sites touristiques d'Ispahan.

Il n'existe aucune loi en Iran qui interdise le cyclisme féminin, mais la justice et la police continuent de réprimer et de harceler les femmes pour les empêcher de faire du vélo.

Une chanteuse poursuivie en justice pour avoir chanté en solo dans un village

Une chanteuse a été poursuivie en justice pour avoir chanté en solo lors d'une tournée touristique.

Le 17 mai 2019, lors d'une visite guidée dans le village Abyaneh, un site de tourisme proche de la ville de Kashan dans la province d'Ispahan, Negar Moazzam avait chanté en solo devant le public. Une vidéo de cette chanson en public a été diffusée sur les médias sociaux.



Le 21 mai 2019, le procureur d'Ispahan a annoncé que, suite à un rapport de la "police des renseignements pour la sécurité publique", une plainte avait été déposée contre la chanteuse et la compagnie qui avait organisé la tournée. L'affaire a été confiée au procureur de la ville de Natanz.

Le représentant spécial du Guide suprême Ali Khamenei dans la ville de Natanz a également réagi à la nouvelle, en qualifiant le geste de la chanteuse d'une "effronterie", ajoutant que le pouvoir judiciaire, les services de renseignement et les forces de sécurité devraient rendre des comptes pour expliquer comment une telle insolence a pu leur échapper. (Agence de presse Fararu - 21 mai 2019)

Depuis l'arrivée au pouvoir des mollahs en 1979, les femmes sont interdites de chanter et les chanteuses sont toujours censurées.

Interdiction pour les musiciennes de participer à un concert de charité

Trois musiciennes ont été interdites de jouer dans un concert de charité dans la ville de Qazvin, capitale de la province du même nom à l'ouest de Téhéran.

L'un des plus importants programmes annuels de charité dans la province de Qazvin a eu lieu le 22 mai 2019. Un groupe de musique traditionnelle devait se produire à l'auditorium de l'Université Azad de Qazvin. Mais sur ordre du président de l'université, les musiciennes du groupe ont été empêchées d'entrer dans la salle. Elles n'ont même pas eu l'autorisation de s'asseoir parmi le public et de regarder le concert. (Agence de presse Ina - 23 mai 2019)



Femmes arrêtées pour avoir participé à un cours de yoga

Le 23 mai 2019, une autorité judiciaire a annoncé que 30 femmes et hommes avaient été arrêtés dans une classe privée de yoga à Gorgan, une ville du nord-est de l'Iran, à l'extrémité sud-est de la mer Caspienne.

Selon cette autorité, ces personnes ont été arrêtées pour "le comportement vestimentaire indécent des femmes et des hommes dans cette maison". (Le site Web Asr Iran - 23 mai 2019)

Le vitriol reste disponible pour terroriser les femmes

Les attaques au vitriol contre les femmes restent toujours un moyen pour le pouvoir en place pour terroriser les femmes et l'ensemble de la société.

Le parlement des mollahs a adopté les 13 et 20 mai 2019 le projet de loi sur la punition des auteurs d'attaques au vitriol et de leurs complices, sans toutefois limiter la vente et l'achat de l'acide sulfurique. (Agence de presse officielle Irna - 20 mai 2019)

Comme les armes froides et les armes à feu, l'acide sulfurique est capable de détruire et de brûler. Selon les experts, les restrictions sur la vente et l'achat d'acide doivent être incluses dans cette loi. (Salamatnews.com - 20 mai 2019)

Le projet de loi a été adopté après des années de pression de la part des ONG défendant les victimes des attaques au vitriol, mais tant que l'acide est librement disponible sur le marché, les femmes restent toujours à la merci de ces attaques qui détruisent leur santé et leur vie sans que les auteurs soient arrêtés et punis.

En octobre 2014, une vague d'attaques au vitriol a été menée contre des femmes à Téhéran et à Ispahan à la suite des provocations faites par les représentants du Guide suprême Ali Khamenei qui organisent la cérémonie de la prière du vendredi de ces villes. Ces attaques ont fait des dizaines de victimes parmi les femmes. Les assaillants n'ont jamais été arrêtés et punis, et les attaques au vitriol sont devenues une pratique courante par la suite. Selon Sigal Mandelker, sous-secrétaire au terrorisme et au renseignement financier au département du Trésor américain, Ansar-e Hezbollah, un groupe incorporé à l'État, a été associé aux attaques au vitriol perpétrées contre les femmes à Ispahan. (USAdarFarsi, 7 juin 2018)